



**HAL**  
open science

# Sources empiriques pour l'histoire de l'entrepreneuriat en Afrique: l'exemple de la communauté indienne en Éthiopie

Dominique Harre

► **To cite this version:**

Dominique Harre. Sources empiriques pour l'histoire de l'entrepreneuriat en Afrique: l'exemple de la communauté indienne en Éthiopie. 2023, 10.58079/o5d5 . halshs-04152875

**HAL Id: halshs-04152875**

**<https://shs.hal.science/halshs-04152875>**

Submitted on 5 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

# Sources empiriques pour l'histoire de l'entrepreneuriat en Afrique

## L'exemple de la communauté indienne en Éthiopie

*Dominique Harre*

Citer :

Harre, Dominique. 2023. Sources empiriques pour l'histoire de l'entrepreneuriat en Afrique : l'exemple de la communauté indienne en Éthiopie. *Esquisses / Les Afriques dans le monde* [en ligne]. Disponible à l'adresse : <https://elam.hypotheses.org/5129>.

Version PDF : 15 pages.

**L'auteur :** Dominique Harre est chercheuse indépendante, associée à LAM.

**Résumé :** Le billet examine comment les répertoires d'entreprises, contenant des données qualitatives rarement sollicitées en Afrique, ont été utilisés dans une étude sur l'histoire de la présence indienne en Éthiopie. Le recours à de telles sources participe au mouvement de réflexion récent sur les outils de l'histoire économique africaine. Il s'inspire également de la *people history* qui s'intéresse aux gens ordinaires, « in-visibilisés ». Toutefois les sources empiriques, rarement « prêtes à l'emploi », exigent une réflexion préalable sur les matériaux disponibles et leur mode d'utilisation pour la recherche.

Les 22 répertoires collectés par l'auteur renseignent pour chaque entreprise commerciale listée et chaque date : nom, localisation, date de création, produits fabriqués/vendus. Ils ont formé la base d'un fichier uniformisé de 120 entreprises d'import-export indiennes actives en Éthiopie entre 1929 et 1985. Dans une approche d'inspiration prosopographique et diachronique, ce fichier peut alimenter des analyses multi-scalaires et dialoguer avec un corpus d'entretiens oraux recueillis entre 2014 et 2018 en Éthiopie et en Inde. Un exemple rapproche la trajectoire individuelle d'une firme de celle de deux groupes, sectoriel et communautaire, qui lui sont associés.

La construction d'un tel corpus veut rendre compte des contours dans le temps du collectif formé par les firmes indiennes en Éthiopie, un aspect qui échappe aux apports de l'histoire orale. Le répertoire daté de 1953 a d'ailleurs initialement servi de support d'entretien. Les répertoires, en tirant de l'ombre des centaines d'acteurs rarement évoqués dans la littérature, constituent donc une source précieuse car les firmes d'import-export issues de l'entrepreneuriat local constituèrent tout au long du XX<sup>e</sup> siècle la clé de voûte d'une économie éthiopienne peu industrialisée. L'article évoque le potentiel de la démarche pour une analyse fine du secteur clé du café.

## Introduction

Ce billet examine comment les répertoires d'entreprises, contenant des données qualitatives, anodines, rarement sollicitées comme source documentaire dans les contextes africains, ont été utilisés dans une étude sur l'histoire de la présence indienne en Éthiopie, fortement représentée par un entrepreneuriat commercial actif depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les 22 répertoires d'entreprises collectés furent publiés sous des formats variés mais à des dates régulières entre 1929 et 1985. Cet ensemble forme un matériau brut qui, une fois traité dans une démarche d'inspiration prosopographique (Didier 2017 ; Delpu 2015), peut alimenter des analyses

diachroniques multi-scalaires ou bien dialoguer utilement avec un corpus d'entretiens oraux recueillis entre 2014 et 2018 en Éthiopie et en Inde.

Le recours à de telles sources participe au mouvement de réflexion récent sur les outils empiriques de l'histoire économique africaine (Jerven et *al.* 2012 ; Cogneau 2016 ; Fouéré, Rillon et Pommerolle 2020). L'argument étant ici que les approches « par le bas » ne relèvent pas exclusivement de l'anthropologie ou de la micro-histoire – bien que la production de sources orales ait constitué le cœur de mon travail sur l'entrepreneuriat indien en Éthiopie. Ma démarche s'inspire également de la *people history*<sup>1</sup>, qui s'intéresse aux gens ordinaires, « invisibilisés » ou aux groupes marginalisés, en mettant en avant leur capacité d'action individuelle (*agency*).

Les répertoires d'entreprises tirent de l'ombre des centaines d'acteurs absents de l'historiographie éthiopienne, essentiellement représentée par des travaux de macro-économie. Or, dans une économie peu industrialisée et, à partir des années 1950, une politique d'industrialisation basée sur les investissements directs étrangers, une grande partie de l'activité repose sur les firmes d'import-export issues de l'entrepreneuriat local. Celles-ci permettent à l'Éthiopie de développer ses ressources d'exportation, peaux et cuirs, civet, cire, céréales puis, dans les années 1940, café, légumineuses et graines oléagineuses. Bien qu'ayant eu pignon sur rue en leur temps, elles demeurent des personnages méconnus pour reprendre l'expression *Unacknowledged Figures* de Subramanian (2002) dans son étude sur quelques grandes figures marchandes de Bombay. D'où l'exigence, il me semble, de se doter d'outils apportant une connaissance sur le long terme de ces firmes qui constituèrent la clé de voûte de l'économie éthiopienne jusque récemment.

**Marchands dawoodi bohra d'une firme commerciale, Addis-Abeba, non daté,  
début du XX<sup>e</sup> siècle**

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple, Port (2015) pour une synthèse de ce courant historique.



Collection particulière, avec l'autorisation et crédit de M. Hussein.

## De l'histoire orale à la collecte des répertoires d'entreprises

Le premier répertoire se présenta sous la forme d'une *List of Importers and Exporters in Ethiopia* pour 1953 produite par le ministère du Commerce et de l'Industrie (référence dans l'annexe 1) et consultée aux National Archives and Library of Ethiopia en décembre 2017.

### **List of Importers and Exporters 1953**

Page 50.

60. Mohamedally, Sharafally & Co., Ltd. P.O.Box 202, Tel. 2335 & 2152, Addis Ababa.  
 Imports: Textiles, cotton and artificial silk yarns, blankets, knitting wool, sundry goods.  
 Now programme: to import cotton, woollen and rayon piece goods.  
 Other activities: wholesaler and retailer.  
 Year established: 1913.  
 Branches in Ethiopia: Wallano-Sodo.

61. Moolchand, Maganlal: P.O.Box 432, Addis Ababa. Established: 1948.  
 Imports: Cotton piece goods, cotton yarns, sundries.  
 Exports: Wheat flour, cereals.

62. Moollee, Nathan: P.O.Box 839, Tel. 2357 & 1529.  
 Imports: Grey shootings, khaki and grey drills, cotton yarns, blankets, sugar.  
 Exports: Coffee, chickpeas, peas, lentils, wheat, oilseeds.  
 Year established: 1905.  
 Branches in Ethiopia: Dire Dawa.  
 Branches abroad: Bombay, Forbender (India), Adon, Djibouti.  
 Bankers abroad: National Bank of India; National City Bank, New York; National Provincial Bank, London.

63. Mosvold Co. (Eth.) Ltd.: P.O.Box 1371, Tel. 1026 & 7070, Addis Ababa.  
 Imports: Furniture, household and camping equipment, building materials, foodstuffs (margarine, fat, sardines).  
 Exports: Coffee, linseed.  
 Other activities: Building contractors, shipping agent in Assab, transport service between Assab and Addis Ababa, and licensed coffee and grain cleaners.  
 Year established: 1952 (from 1949 to 1952 as agent of Mosvold Shipping Co. Norway).  
 Branches in Ethiopia: Assab.  
 Branches abroad: Djibouti.  
 Agents for: Mosvold Shipping Co., Farsund, Norway.

La *List of Importers and Exporters* est représentative de l'ensemble des répertoires d'entreprises présentés plus bas : elle donne, pour 100 entreprises commerciales actives en Éthiopie en 1953, classées par ordre alphabétique : le nom, l'adresse postale, la localisation géographique (maison mère et branches), les types de produits importés et/ou exportés. Elle apporte en outre des informations rarement présentes dans les autres répertoires : activités autre que l'import-export, date d'établissement en Éthiopie.

Initialement j'utilisais cette liste comme support aux entretiens oraux, à la manière des photographies ou autres matériaux qui sollicitent la mémoire des interlocuteurs. En effet, contrairement au Kenya et la Tanzanie (Oonk 2013 ; 2009), les communautés indiennes d'origine ne sont plus assez nombreuses en Éthiopie pour broser un tableau relativement complet de leur histoire. Il reste en Éthiopie moins d'une vingtaine de familles indiennes issues de la communauté Gujarati, qui constitua historiquement la présence indienne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin des années 1970<sup>2</sup>. Presque tous sont désormais installés à Addis-Abeba et il fut donc assez facile d'en faire une recension au fil des entretiens. Toutefois ce petit nombre empêchait toute vision antérieure d'ensemble alors que mes interlocuteurs, Indiens de

<sup>2</sup> Je n'inclus pas ici les Éthiopiens d'origine indienne dont le nombre non négligeable est toutefois difficile à estimer. Ceux rencontrés au cours d'entretiens menés à Addis-Abeba et Harar se définissent comme Éthiopiens tout en (re)-connaissant et souvent valorisant leurs origines indiennes.

troisième à cinquième génération, héritiers des entreprises commerciales établies par leurs pères ou grands-pères en Éthiopie, ne cessaient de faire référence à leur passé entrepreneurial.

De fait, ils trouvèrent cette liste de 1953 fort utile pour préciser et compléter leurs souvenirs. J'avais notamment entamé avec certains d'entre eux des monographies d'entreprises, sur la base d'entretiens oraux et de recherche d'archives (Harre 2015). Ils souhaitaient ainsi contribuer à la documentation des entreprises ayant « compté », selon leur expression, à la fois dans la communauté (leur ancienneté, leurs œuvres caritatives, la relation privilégiée avec le pouvoir impérial) et dans l'économie éthiopienne de la période 1941-1974. 27 entreprises indiennes, soit un quart de l'effectif total, furent ainsi extraites de la liste de 1953 ; elles furent identifiées sur la base des noms et de la connaissance qu'en avaient mes interlocuteurs (les questions liées au repérage des firmes indiennes sont abordées dans la section suivante).

Cet exercice attira mon attention sur le nombre de firmes « oubliées » de la mémoire – pourtant pointue – de ces interlocuteurs : elles représentaient en effet près de la moitié des 27 entreprises. Si certains noms autrefois familiers leur revinrent, avec des anecdotes ou des informations inédites, d'autres n'évoquèrent rien. Ces entreprises oubliées, que je retrouverais pour la plupart dans les autres répertoires, n'avaient pas « compté », ou bien avaient pu cesser leurs activités avant de disparaître des mémoires humaines.

Une recherche menée, cette fois systématiquement, dans les bibliothèques, les archives des chambres de commerce et les archives diplomatiques conduisit ainsi à la collecte de 22 répertoires d'entreprises d'import-export couvrant la période 1929-1985 (voir liste complète en annexe 1).

Ces répertoires proviennent d'origines institutionnelles variées. Avant 1932, il s'agit de listes dressées par secteur d'activité par les services commerciaux de l'ambassade des États-Unis en Éthiopie, qui publient ensuite des *Business Firms Ethiopia* (1932 et 1948). Les institutions éthiopiennes prennent le relai avec des listes d'entreprises établies par le ministère du Commerce et de l'Industrie (1951, 1953, 1955, 1962). Les chambres de commerce (Éthiopie, Addis-Abeba, Érythrée) publient ensuite leurs répertoires (1955, 1957, 1966, 1967, 1971-1972, 1972, 1976, 1985). Les entreprises actives en Érythrée (Asmara), province éthiopienne entre 1952 et 1990, apparaissent à partir de 1955. Enfin la Commercial Bank publie quatre répertoires (1971, 1974, 1976, 1979).

Cette diversité institutionnelle interroge sur l'homogénéité des sources premières dont l'origine est rarement mentionnée. Dans les années 1920, alors que les marchés de consommation progressent fortement, les services consulaires des États-Unis cherchent à faciliter les contacts entre les sociétés américaines et les firmes commerciales en Éthiopie. L'objectif n'est pas toujours l'exhaustivité puisqu'en 1929 seules sont incluses les entreprises considérées fiables (*of good repute*) pour un nombre limité de secteurs d'activité. De même, en 1955, le répertoire de la chambre de commerce d'Érythrée ne comporte que ses membres et, dans la liste du ministère du Commerce, seules apparaissent les entreprises dont le montant du capital est supérieur à 35 000 birrs éthiopiens. En 1976 sont exclues les entreprises pour lesquelles les rédacteurs n'ont pas trouvé d'adresse commerciale. Quant aux répertoires des

chambres de commerce d'Addis-Abeba et d'Éthiopie, ils n'indiquent pas si seuls les adhérents sont répertoriés. Rien n'est précisé non plus de l'origine des données issues du ministère du Commerce (inscriptions au registre du commerce ?). Il est ainsi possible que l'entrepreneuriat soit sous-représenté en faveur des plus grandes firmes notamment en début de période. Dans ces deux derniers cas, notamment, le petit nombre d'entreprises éthiopiennes listées – qui augmente dans les années 1960 – va dans le même sens (on laissait fonctionner des entreprises éthiopiennes non enregistrées). Enfin, pour presque toutes les dates, la représentativité géographique est limitée à la capitale. Les effets de ces restrictions sur l'analyse longitudinale sont toutefois en partie compensés par le nombre de répertoires publiés à des dates rapprochées après 1948 : 1951, 1953, 1957, 1960, 1962, puis 1966, 1967, 1969, 1971, 1971-1972, 1972, 1974, et 2 répertoires en 1976.

## Le fichier des firmes commerciales indiennes

Les répertoires permettent de produire d'emblée un corpus de données longitudinales homogène puisqu'ils sont tous bâtis sur un format identique, indépendamment du choix du chercheur (qui peut évidemment ajouter des informations provenant d'autres sources). Il fut donc possible, par extraction dans chacun des répertoires, de constituer un fichier uniformisé des entreprises indiennes actives en Éthiopie entre 1929 et 1985.

Le groupe entrepreneurial dont je cherche à comprendre les contours<sup>3</sup> se définit par l'origine socio-culturelle et la nationalité. Les entrepreneurs indiens présents en Éthiopie furent sujets britanniques puis majoritairement citoyens indiens après 1947 ; ils s'identifient historiquement comme Gujarati au cours des entretiens oraux. Concrètement, en dehors de celles connues par les entretiens, le repérage des firmes indiennes dans chacun des répertoires s'effectua sur la base des noms et l'information donnée en 1962 sur la nationalité des entrepreneurs. Cette tâche fut facilitée par le fait que les entreprises portent le nom de leur(s) propriétaire(s) lorsqu'elles sont familiales (Vasirally Noorbhai, Patel Brothers (Eth) LTD, Anilkumar & Co (Eth) Ltd, Dalalay & Sons) ou celui des associés ou partenaires (Kishor, Chandrakant & Co, Partnership). Ceci n'est d'ailleurs pas spécifique aux Indiens.

Le suivi diachronique des noms fut parfois fastidieux : l'orthographe peut varier d'une date à l'autre, les noms sont partiellement initialisés et la présentation occidentale, nom, prénom bouscule l'usage indien en trois mots. Le recours aux numéros de boîtes postales, une information systématiquement présente, permet toutefois de confirmer des continuités entrepreneuriales incertaines (Babulal Mody en 1962, Babulai Modi en 1948, BP 112 aux deux dates ; Modi Hirachand Naranjee en 1951 et Hirachand Naranji en 1948, BP 1848). Les boîtes postales suggèrent également des liens entre entrepreneurs : par exemple, les trois entreprises Patel ayant une boîte commune forment probablement une fratrie entrepreneuriale (partie

---

<sup>3</sup> Voir par exemple Lemercier et Picard (2012) ; Charle (2013) sur les questions de définition des groupes dans les biographies collectives.

d'Éthiopie) qui pourrait correspondre à l'immeuble dit Patel situé dans l'ancien centre-ville commercial.

La longévité des numéros de boîte postale surprend d'ailleurs un entrepreneur de quatrième génération auquel je demandais en 2018 si l'entreprise ayant en 1953 un numéro identique à celui de sa propre entreprise quelques années plus tôt lui était connu. Il me répondit qu'il s'agissait de l'entreprise de son père ; « Nous avons donc cette vieille boîte postale – désormais inutilisée – depuis près de soixante-dix ans », conclut-il très amusé. Une anecdote qui illustre les nécessaires allers-retours entre les sources de la recherche.

Le fichier final comporte 168 noms d'entreprises actives en Éthiopie entre 1929 et 1984-85, dont 32 en Érythrée. Près de 30 % n'apparaissent qu'à une seule date et 20 % à deux dates. Ces cas peuvent correspondre à une cessation d'activité, un départ d'Éthiopie, mais aussi à des activités précédant ou suivant l'entrée dans l'import-export (notamment le commerce de gros) qui ne sont pas mentionnées dans les répertoires. Le cœur du fichier comporte près de 120 entreprises répertoriées au moins à trois dates différentes. Elles documentent ainsi une présence longue et bien ancrée d'un entrepreneuriat indien formé d'entreprises souvent familiales et actives sur plusieurs générations. Elles ne figurent sauf exceptions dans aucune autre source et disparaissent parfois des mémoires, comme il a été vu plus haut. Les répertoires ne renseignent toutefois qu'indirectement sur la taille des entreprises : classification *small, medium* et *large* des *Business Lists* de 1932 et 1948 ; nombre de branches hors d'Éthiopie ; nombre d'employés en 1962. Ces trois types d'information montrent, qu'à ces dates, il s'agissait surtout de petites entreprises et de quelques moyennes et grosses firmes.

C'est bien le nombre et le large spectre d'entreprises documentées en termes de secteur d'activité, produits, origine des entrepreneurs, période d'activité, taille, qui constitue l'intérêt du fichier des entreprises indiennes comme un outil d'analyse – parmi d'autres – de l'entrepreneuriat. Cette qualité va dans le sens d'auteurs qui, comme Fellman (2014) dans un article sur les approches prosopographiques de l'histoire des chefs d'entreprise, soulignent le besoin de dépasser les études de cas. Celles-ci tendent en effet à cibler les « grands hommes », les élites, ceux qui ont laissé des traces, mais dont l'expérience ne reflète peu ou prou celle du groupe étudié.

**Encadré. L'entrepreneuriat résident étranger, une catégorie « in-visibilisée » ?**

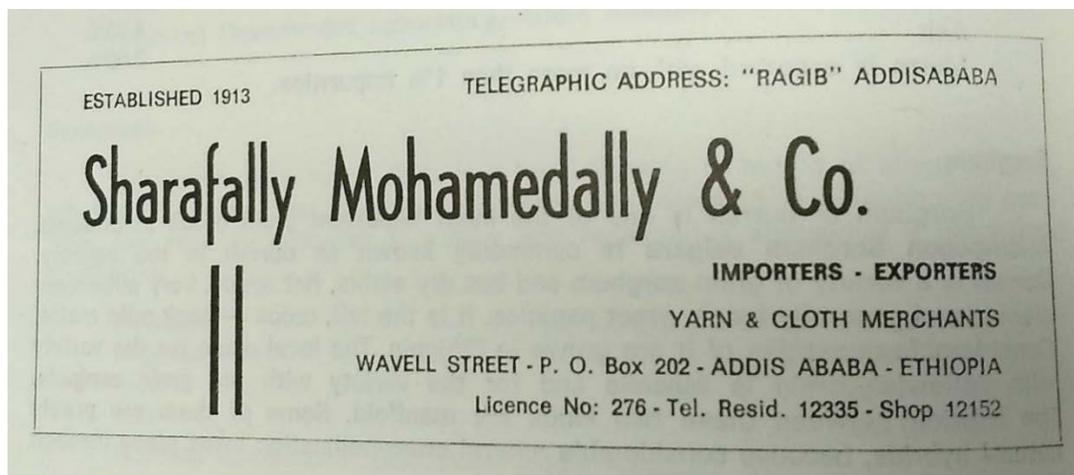
L'établissement du fichier des entreprises indiennes met en avant une caractéristique essentielle de la composition de l'entrepreneuriat actif en Éthiopie, mal comprise des travaux sur l'économie éthiopienne de la période impériale. Les 168 firmes constituent en effet l'élément indien de l'entrepreneuriat des résidents étrangers, Arméniens, Grecs, Arabes Yeménis, Indiens, Italiens – dont l'omniprésence peut d'ailleurs être saisie par une simple lecture des répertoires et dont certains deviennent Éthiopiens au fil des générations. Sa méconnaissance tient pour partie à des catégorisations schématiques et généralisantes opposant entrepreneurs « éthiopiens » et « étrangers » et des analyses qui ignorent ces derniers ou les assimilent aux investissements industriels directs étrangers des années 1950-1960. Or, historiquement constitué sur des logiques d'émigration communautaire (Adjemian 2013 ; Bezabeh 2011 ; Ghanotakis 1979 ; Harre 2017), l'entrepreneuriat des résidents étrangers forme bien un des deux grands segments de l'entrepreneuriat local privé avec celui des Éthiopiens. Poser le regard au niveau des entrepreneurs transforme donc significativement la manière d'appréhender la pluralité de l'entrepreneuriat actif en Éthiopie en prenant en compte l'existence d'un entrepreneuriat domestique lui-même pluriel. À cet égard, les résidents étrangers ne constituent pas une catégorie administrative ou statistique mais forment historiquement une catégorie sociale bien identifiée en Éthiopie, à la manière des Indiens en Afrique de l'Est (Oonk, 2013) ou des Libanais en Afrique de l'Ouest (Arsan, 2014). J'ai montré dans un article récent (Ambrosetti et Harre, 2021) comment l'entrepreneuriat commercial des résidents étrangers resta tout au long de l'époque impériale (1890-1974) un allié de l'État confronté à une rareté des ressources et des devises dans une économie peu industrialisée.

## Échelles d'analyse : parcours individuels, sectoriels, communautaires

Une fois organisées sous la forme d'un fichier uniformisé, les données issues des répertoires peuvent se traiter comme des notices biographiques individuelles et/ou collectives (*biodata*). Une première utilisation multi-scalaire rapproche la trajectoire individuelle d'une firme de celle de deux groupes : les firmes indiennes spécialisées dans le commerce d'importation des textiles et les firmes des Dawoodi Bohras. Ces derniers sont des Indiens musulmans Ismaili très présents en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (Hatim, 1975). Le second grand groupe entrepreneurial Gujarati en Éthiopie, parfois assimilé aux Hindous, est de religion Jaïn, minoritaire en Inde mais importante dans le Gujarat.

La firme Sharafally Mohamedally & Co fait partie de celles qui ne furent jamais évoquée au cours des entretiens. Elle est pourtant listée de 1935 à 1976, fait encore paraître un encart publicitaire dans le répertoire de 1971-1972. D'après les répertoires, la firme est créée en 1913, enregistrée comme importateur-grossiste (textiles) et exportateur (café, civette) puis, à partir de 1951, comme importateur de textiles et d'articles divers. Il s'agit d'une entreprise à partenariat, dirigée en 1962 par un certain Saifuddin M. Ali Mohamed, Indien, précise le répertoire. Ses six employés éthiopiens et deux indiens en font à cette date une firme d'une certaine importance parmi les entreprises indiennes.

**Encart publicitaire pour Sharafally Mohamedally & Co, publié dans le *Trade Directory and Guide Book to Ethiopia 1971-1972*, Ethiopian Chamber of Commerce, 1971**



Comme la plupart des entreprises indiennes, Sharafally Mohamedally & Co importe des pièces, fils et articles de coton en début de période. Les données sur les produits issues des répertoires montrent bien qu'ensuite, ces importateurs introduisent sur le marché éthiopien des textiles synthétiques, rayon et nylon, et des lainages. Certains se tournent vers l'importation de matières premières nécessaires à l'industrie textile, un mouvement accentué par la politique de substitution aux importations. Sur le long terme, seules trois firmes indiennes restent en dehors du commerce d'importation des textiles, qui demeura une spécialité pour beaucoup d'entre elles. Ceci est encore vrai après 1945, même si certaines firmes diversifient leur activité pour répondre aux nouveaux besoins des consommateurs éthiopiens en matériaux de construction, produits chimiques et pharmaceutiques, radios et matériel photographique, etc. Cette spécialisation s'accompagne d'une domination durable de ce secteur, du moins en termes du nombre de firmes : En 1967, les importateurs indiens de textiles constituaient 40 % de l'ensemble des firmes listées dans ce secteur.

La longévité de Sharafally Mohamedally & Co est moins représentative des trajectoires de l'entrepreneuriat indien confronté aux aléas politiques du XX<sup>e</sup> siècle en Éthiopie. La firme est l'une des rares à conserver une activité après la vague de départs causée par l'occupation du pays par l'Italie (1936-1941). Sujets britanniques, les Indiens sont de plus incités à quitter l'Éthiopie après la déclaration de guerre en 1939. Dix-huit firmes disparaissent ainsi des registres après 1935, dont quelques-unes considérées parmi les plus importantes. Les entreprises qui subsistent ou reviennent dans les années 1940 sont surtout des affaires importantes connues par d'autres sources. Ce mouvement s'explique partiellement par les dispositions prises par les autorités éthiopiennes. Le statut des résidents étrangers est redéfini par la Proclamation n° 57 du 29 avril 1944 pour n'accueillir que des entrepreneurs déjà bien établis ou pouvant apporter des capitaux. Au début des années 1950, les 25 firmes commerciales indiennes enregistrées constituent tout de même un quart de l'effectif total. Ce nombre s'accroît

au cours des deux décennies suivantes alors que s'amorce une période nouvelle de croissance pour l'économie éthiopienne.

Le fichier des entrepreneurs indiens fournit ainsi un descriptif du renouvellement qui affecta la communauté entrepreneuriale indienne à la fin des années 1930 et dont le retrait des entreprises dawoodi bohra constitua une caractéristique essentielle (la donnée « Nom » permet de distinguer la composition religio-culturelle des entrepreneurs). En 1935, 12 entrepreneurs sur les 25 Indiens listés sont dawoodi bohra, dont trois des plus grosses firmes indiennes en termes d'activité, variété des produits importés/exportés, nombre de succursales. Si 7 d'entre elles sont encore présentes après 1944, dont Sharafally Mohamedally & Co, elles deviennent progressivement minoritaires dans le groupe entrepreneurial indien en l'absence de nouveaux venus, les nouvelles firmes d'import-export actives à Addis-Abeba étant jaïn. Ce résultat tiré des répertoires fut confirmé par un aîné de la communauté indienne, dawoodi bohra lui-même. Il constitua une base de discussion sur les raisons possibles de la perte d'influence économique de ce groupe, qui fut fortement lié au pouvoir impérial avant 1936 (Harre, 2015).

La firme ne survit pas – en Éthiopie du moins – à la seconde vague de départs provoquée par la révolution de 1974 qui mit fin au régime impérial et imposa un ensemble de mesures qui pousseront la plupart des résidents étrangers hors du pays. Le nombre de firmes indiennes chute de 52 en 1971-1972 à 36 en 1976 et 16 en 1979, un recul que subit l'ensemble des firmes d'import-export, dont l'effectif diminue d'au moins un tiers. De plus, les entretiens suggèrent que certaines entreprises listées en 1974 et après étaient déjà devenues inactives. La fin des années 1970 voit ainsi la disparition de la communauté gujarati en Éthiopie, à l'exception de quelques entrepreneurs de troisième-cinquième génération dont certains se reconvertissent dans l'industrie après la chute du régime du Derg en 1991. Les entrepreneurs indiens arrivés récemment pour investir dans l'industrie et l'agro-industrie proviennent d'autres régions de l'Inde.

## Les entreprises exportatrices de café, secteur clé de l'économie éthiopienne

À l'échelle macro-sectorielle, dans quelle mesure les répertoires d'entreprises peuvent-ils constituer un outil pour une histoire économique de l'Éthiopie ? Il m'a semblé pertinent d'examiner ce potentiel dans le cas du secteur du café. Celui-ci fut historiquement crucial pour les ressources de l'État puisqu'il fournissait 90 % des revenus douaniers en 1970-1971 (Haile-Mariam Teketel 1973). De plus, l'exportation du café a reposé entièrement sur les firmes commerciales privées, qui restent curieusement ignorées de l'historiographie éthiopienne et des analyses contemporaines<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Ce secteur a essentiellement suscité des travaux sur la production et l'intervention de l'État, par exemple: Haile-Mariam Teketel (1973), Love (2001), Schäfer (2019), et des études où les exportateurs ne sont évoqués que collectivement (Weels 1998 ; Keller 1998).

Dans les années 1940, alors que la demande internationale de café commence à croître fortement, une partie des firmes commerciales exportent du café avec d'autres produits, peaux, cire et civette, qui sont encore les produits phares d'exportation, tout en commençant à y adjoindre céréales, légumineuses et graines oléagineuses. Ceci s'applique aussi bien aux firmes classées *medium*, *large* ou *small* dans le répertoire de 1948. À cette date, un tiers des 90 firmes répertoriées sont listées exportateurs de café, dont 7 seulement classées *large* ou *medium*. L'accès à la fonction d'exportation semble donc assez ouvert, bien que l'accroissement du nombre d'exportateurs dans les répertoires reste modéré : 47 en 1951, 33 en 1953, 50 en 1967 et 61 en 1971-1972. Le petit nombre de ceux exclusivement exportateurs de café se sont équipés d'unités de décorticage.

Les firmes listées exportatrices de café sont surtout celles de résidents étrangers (voir plus haut) et quelques firmes régionales bien implantées en Éthiopie, telles que A. Besse & Co et Mitchell & Cotts. Cinq firmes éthiopiennes apparaissent en 1948, dont une plantation, mais il faudra attendre la fin des années 1960 pour que leur présence s'affirme. Les Indiens participent aux marchés d'exportation avec un nombre variable de firmes : 12 en 1951, 5 en 1953, 12 en 1967 et 6 en 1971-1972. En 1967 elles représentent le quart de l'effectif total. Toutefois, les firmes indiennes changent au cours de ces deux décennies. Par exemple, Sharafally Mohamedally & Co, dont la trajectoire est décrite plus haut, est parmi les premiers à avoir exporté du café au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il fait partie toutefois de ceux qui abandonnent cette activité entre 1948 et 1951, laissant la place à de nouveaux venus. Était-il d'ailleurs un exportateur important ? Les répertoires atteignent ici leur limite explicative puisqu'ils ne fournissent pas d'information sur la taille des activités.

Le dépouillement systématique de magazines, journaux et autres publications contemporaines de type « littérature grise » m'apporta de telles données sous forme de trois listes donnant les quantités exportées par opérateur pour 1954, 1959-1960 et 1972-1973. Elles montrent que les firmes répertoriées exportateurs de café ne sont pas forcément toutes actives sur ce marché (un tiers en 1954, la moitié en 1971-1972). La fonction d'exportation est en fait fortement concentrée.

**Tableau 1 : Concentration de la fonction d'exportation du café en Éthiopie**

1954	1959 et 1960	1972-1973
Quantités exportées : 23 000 t.	Quantités exportées : 41 000 t. en 1959 et 50 000 t. en 1960.	Quantités exportées en 1972 : 82 522 t. Quantités acquises par les membres de l'Ethiopian Coffee Exporters' Association : 79 459 t.
34 exportateurs actifs	30 exportateurs actifs	30 exportateurs actifs
4 firmes exportent 50 % du total : A. Besse & Co (20 %), A. Livierato, F. Livierato, (20 % à eux deux), Myriallis Papaphilippou (10 %).	3 firmes exportent 35 % du total cumulé 1959-1960 : F. Livierato (14 %), A. Besse & Co (11 %), and Myriallis Papaphilippou (10 %).	3 firmes exportent 30 % du total : J.J. Kothari (20 %), Ethiopian Commodities (11 %), Shantital & Co. (10 %).

9 firmes exportent 75 % du total.	12 exportent chacun plus de 5 % du total cumulé 1959-1960	6 exportent chacune plus de 5 % du total, soit 60 % cumulé.
-----------------------------------	---	---

Sources: *Exporters of coffee from Addis Ababa 1954*, Foreign Service Dispatch no. 29, July 25, 1955, US Archives, RG 59\_CDF 1955-1959, Box.4480, données issues des déclarations d'exportation en douane ; *Exports of coffee by individuals declared in Addis Ababa, Dire Dawa and Assab, for the period Jan-Dec 1960*, compiled by Ministry of Commerce from inspection records, in *Ethiopian Economic Review*, January 1961. *Annual Report 1972-1973*, Ethiopian Coffee Exporters' Association, Addis Ababa (quantités de café achetées par les exportateurs membres de l'association pour 1972-1973, sept-sept).

Un retour aux répertoires nous en dit plus sur les firmes du peloton de tête. Ce sont, en 1954 et 1959-60 : A. Besse & Co, très grosse firme régionale basée à Aden (Footman 1986), et trois firmes de résidents étrangers grecs, A. Livierato, F. Livierato et Myriallis Papaphilippou. Toutes classées *large* dans le répertoire de 1948, elles constituent l'exemple même des grosses firmes d'import-export non spécialisées, trans-locales et multi-activités, ayant des branches dans la Corne de l'Afrique, exportateurs de café et autres produits depuis au moins les années 1930.

Historiquement, mais l'histoire de la genèse du secteur café en Éthiopie reste à faire, les firmes pionnières sont celles ayant eu les capacités d'organiser et de financer des réseaux de collecte complexes pouvant atteindre une production qui reste très disséminée jusqu'à aujourd'hui. A. Besse & Co fut par ailleurs l'un des premiers gros partenaires de l'État impérial après 1941 (monopole de la distribution de pétrole, gestion d'entreprises publiques). F. Livierato, issue de l'entreprise familiale Livierato, fondée vers 1870 semble-t-il à Alexandrie en Égypte, s'installe à Addis-Abeba en 1912. Myriallis Papaphilippou est fondée en 1932 à Addis-Abeba.

Dans les années 1950, les firmes indiennes sont quasiment absentes : une seule firme et 1 % de part de marché en 1954 ; deux firmes, Shantilal & Co et JJ Kothari, et 2.2 % de part de marché en 1959-1960. Mais douze ans plus tard, en 1972-1973, ces deux dernières représentaient 30 % des quantités acquises par les membres de l'Ethiopian Coffee Exporters' Association (voir tableau). Trois firmes identifiées comme éthiopiennes ont acquis environ 20 % et F. Livierato est absent. Il serait toutefois bien hasardeux de tirer des conclusions sur l'évolution de la fonction d'exportation à partir de ces trois dates. L'activité des firmes peut varier d'une année à l'autre ; ainsi, la dévaluation de 10 % du dollar américain en février 1973 et le nouveau système d'achat par enchères établi par le gouvernement en 1972 (*Coffee Center*) ont perturbé le marché, limitant les capacités d'achat des exportateurs. Myriallis Papaphilippou, qui, en 1972-1973, ne représente que 1 % du marché, est sans doute encore bien présent puisqu'il siège au conseil d'administration de l'association (Annual Report 1972-1973).

Dans ce cas, le recours aux sources orales a permis d'éclairer ce renouvellement des firmes exportatrices car j'eus la chance de m'entretenir avec un dirigeant de la firme JJ Kothari de cette époque (entretiens 2018, Rajkot, Inde). Celui-ci m'évoqua longuement l'activité de la firme, créée au début du XX<sup>e</sup> siècle à Djibouti et toujours active en Éthiopie. Il me confirma leur forte progression dans le secteur du café au cours des années 1960 qui les conduira également

à opérer une large unité de nettoyage du café et à être parmi les rares exportateurs privés à poursuivre leurs activités au cours de la période dite du Derg (1974-1991).

Cet examen succinct attire l'attention sur la stabilité du socle entrepreneurial, allié économique de l'État impérial, et la structure oligopolistique de la fonction d'exportation. Les répertoires d'entreprises ont leur place dans une étude approfondie du secteur du café, notamment, dans une perspective prosopographique. Ils peuvent, en effet, former la base d'un fichier des firmes exportatrices de café comme je l'ai fait pour les firmes indiennes. Des pistes de recherche se dessinent aussi relatives aux effets sur la structuration du secteur du quadruplement des quantités exportées entre 1950 et 1973 ou des mesures d'encadrement du secteur du café prises à la fin des années 1950.

## Conclusion : approches empiriques plurielles

Les exemples décrits dans cet article montrent le potentiel des répertoires d'entreprises lorsque les données sont organisées en fichiers uniformisés et longitudinaux - à condition de disposer d'une série de dates. Ces données sont notamment performantes pour rendre visibles les opérateurs dans leur(s) ensemble(s), ce que les approches anthropologiques parviennent rarement à faire notamment dans une perspective diachronique. De ce point de vue, l'élaboration de tels corpus de données empiriques offre des perspectives à l'étude des spécificités de l'histoire du capitalisme dans les contextes africains<sup>5</sup>.

Dans le cas de l'Éthiopie, l'adoption des répertoires d'entreprises dans la boîte à outils de la recherche n'est pas tant une question d'accès aux sources, puisqu'ils sont disponibles dans les bibliothèques, qu'une manière d'envisager l'histoire économique. En précisant la composition de l'entrepreneuriat actif, leurs données font notamment apparaître des catégories remettant en question les clivages classiques de la littérature sur l'économie éthiopienne. Elles offrent aussi une entrée pour l'examen de l'éthiopianisation progressive de l'entrepreneuriat, un thème qui reste peu abordé, alors que déjà en 1970-1971, plusieurs années avant la fin du régime impérial, les entreprises éthiopiennes représentaient presque la moitié de l'effectif des firmes commerciales.

Les utilisations potentielles des fichiers uniformisés sont nombreuses, à plusieurs échelles, micro (les trajectoires d'entreprises), macro (l'ensemble des entreprises) ou sectorielles (secteurs d'activité, types de produits, sous-groupes socio-culturels) et elles peuvent être enrichies d'analyses longitudinales. Cet article met l'accent sur l'intérêt d'une approche multi-scalaire faisant dialoguer l'individuel et le collectif (Didier 2017). Ceci correspondait à mes objectifs de recherche de ne pas perdre de vue l'individuel en étudiant le collectif. Je n'ai donc pas proposé d'analyse sérielle, de portrait-robot d'un entrepreneuriat indien dont je voulais au

---

<sup>5</sup> Également, dans une perspective d'analyse d'histoire des relations internationales, un outil précisant les contours des groupes entrepreneuriaux actifs en Éthiopie peut contribuer à expliciter pourquoi/ comment un segment entrepreneurial des communautés étrangères s'y est installé en développant ses activités dans des secteurs particuliers.

contraire éclairer la diversité à travers une communauté de trajectoire, notamment liée au statut des Indiens dans l'Empire éthiopien et leur dépendance de l'histoire politique éthiopienne du XX<sup>e</sup> siècle.

Cet article insiste également sur la complémentarité des approches par le bas et la « mise en discussion » fructueuse des sources, ici les répertoires d'entreprises et les sources orales. Dans l'étude des entrepreneurs indiens en Éthiopie, les analyses multi-scalaires à partir du fichier sont croisées avec les trajectoires d'entreprises approfondies issues des entretiens oraux, qui forment un corpus différent, de par l'origine des matériaux. Une telle complémentarité permet, par exemple, de mieux saisir les restructurations du secteur du café.

## Références

- Adjemian, Boris. 2013. *La fanfare du Négus : les Arméniens en Éthiopie (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*. Paris : Éditions de l'EHESS.
- Ambrosetti, David, et Dominique Harre. 2021. « Un entrepreneuriat local à l'ombre de la politique industrielle en Éthiopie, Les résidents étrangers depuis 1940 ». *Revue internationale des études de développement*, n° 245 : 43-68. <https://doi.org/10.3917/ried.245.0043>.
- Arsan, Andrew. 2014. *Interlopers of Empire. The Lebanese Diaspora in Colonial French West Africa*. Londres : Hurst & Co.
- Bezabeh, Samson A. 2011. « Yemeni Families in the Early History of Addis Ababa, Ethiopia ca. 1900-1950 ». *Cahiers d'études africaines*, n° 204 : 893-919. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16891>.
- Charle, Christophe. 2013. « La prosopographie ou biographie collective. Bilan et perspectives ». In *Homo Historicus. Réflexions sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, dirigé par Christophe Charle, 94-108. Paris : Armand Colin. <https://www.cairn.info/homo-historicus--9782200283094-page-94.htm>.
- Cogneau, Denis. 2016. « Histoire économique de l'Afrique : renaissance ou trompe-l'œil ? » *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 2016, n° 4 : 879-896. <https://www.cairn.info/revue-Annales-2016-4-page-879.htm>.
- Delpu, Pierre-Marie. 2015. « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale », *Hypothèses* 18, n° 1 : 263-274. <https://doi.org/10.3917/hyp.141.0263>.
- Didier, Sébastien. 2017. « La prosopographie, une méthode historique multiscalaire entre individuel et collectif ». *Cahiers d'histoire* 35, n° 1 : 59-84, 2017. <https://doi.org/10.7202/1041619ar>.
- Footman, David. 1986. *Antonin Besse of Aden: The Founder of St. Antony's College*. Londres : Palgrave Macmillan.
- Ghanotakis, Anestis John. 1979. « The Greeks of Ethiopia, 1889-1970 ». Ph.D. dissertation. Boston University Graduate School.
- Harre, Dominique. 2015. « The Indian Firm G. M. Mohamedally & Co in Ethiopia (1886-1937) ». *Annales d'Éthiopie* 30 : 285-311. <https://doi.org/10.3406/ethio.2015.1590>.
- Harre, Dominique. 2017. « Exchanges and Mobility in the Western Indian Ocean: Indians between Yemen and Ethiopia, 19th-20th centuries ». *Chroniques du manuscrit au Yémen*, Special issue 1 : pp. 42-69. <https://web.archive.org/web/2/http://www.cdmy.org/cmyps/cmyps01.pdf>.
- Harre, Dominique. 2019. « How Shared Urban Citizenship Shaped Addis Ababa's Early Development », *Annales d'Éthiopie* 32: 43-65. <https://doi.org/10.3406/ethio.2018.1646>.
- Hatim Amiji. 1975. « The Bohras in East Africa », *Journal of Religion in Africa* 7, Fasc. 1. <https://www.jstor.org/stable/1594834>.
- Jerven, M., G. Austin, E. Green, C. Ucke, E. Frankema, J. Fourie, J. Inikori, A. Moradi, et E. Hillbom. 2012. « Moving Forward in African Economic History: Bridging the Gap Between Methods and Sources ». *African Economic History Working Paper Series*, n° 1. <https://www.aehnetwork.org/working-papers/moving-forward-in-african-economic-history-bridging-the-gap-between-methods-and-sources/> [archive].
- Fouéré, Marie-Aude, Ophélie Rillon, et Marie-Emmanuelle Pommerolle. 2020. « Pourquoi Sources ? Rigueur empirique, réflexivité et archivage en sciences humaines et sociales dans les études africaines ». *Sources, Materials & Fieldwork in African Studies*, n° 1 : 1-21. <https://www.sources-journal.org/77>.

- Fellman, Susanna. 2014. « Prosopographic Studies of Business Leaders for Understanding Industrial and Corporate Change ». *Business History* 56, n° 1. <https://doi.org/10.1080/00076791.2013.818419>.
- Keller, Edmond J. 1998. *Revolutionary Ethiopia: From Empire to People's Republic*, Bloomington : Indiana University Press.
- Lemercier, Claire, et Emmanuelle Picard. 2021. « Quelle approche prosopographique ? » In *Uns et les autres. Biographies et prosopographies en histoire des sciences*, dirigé par Laurent Rollet et Philippe Nabonnaud, 605-630. Nancy : Presses de Nancy ; Éditions universitaires de Lorraine. <https://shs.hal.science/halshs-00521512v2>.
- Love, Roy. 2001. « The Ethiopian Coffee Filiere & Its Institutions: cui bono? » *Review of African Political Economy*, 28, n° 88: 225-240. <https://www.jstor.org/stable/4006718>.
- Onk Gijbert. 2009. *The Karimjee Jivanjee Family: Merchant Princes of East Africa 1800-2000*. Leiden : Pallas Publishing.
- Onk Gijbert. 2013. *Settled Strangers: Asian Business Elites in East Africa (1800-2000)*. Londres : Sage Publications.
- Port, Andrew. 2015 « History from Below, the History of Everyday Life, and Microhistory ». In *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (2nd edition)*. vol. 1, 2015. <http://dx.doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.62156-6>.
- Schäfer, Florian. T. 2019. « Private Coffee Plantations in Ethiopia ». In *The Oxford Handbook of the Ethiopian Economy*, dirigé par Fantu Cheru, Christopher Cramer, et Arkebe Oqubay. Oxford : Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198814986.013.49>.
- Subramanian, Lakshmi. 2012. *Unacknowledged Figures: Three Merchants of Bombay*. New Delhi : Penguin Books India.
- Wells, Karen. 1998. « International and Domestic Source of State Stability and Regime Collapse: Merchant Capitalism in Ethiopia, 1974-1995 ». Ph.D. Thesis. London School of Economics. <http://etheses.lse.ac.uk/1548/> ; <https://core.ac.uk/download/pdf/46518311.pdf>
- Zalc, Claire. 2020. « Prosopographie, quel outil pour comparer ? » In *Dictionnaire historique de la comparaison*, dirigé par Nicolas Delalande, Béatrice Joyeux-Prunel, Pierre Singaravélou et Marie-Bénédicte Vincent, 57-60. Paris : Éditions de la Sorbonne. <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.87190>.

## Annexe : Liste des répertoires et listes d'entreprises (1928-1984)

1. Lists of importers and exporters (incomplete), in Ethiopian Trade Journal, published by the Chamber of commerce of Addis Ababa, Sept.1984, March 1985.
2. *1979 Trade Directory*, Commercial Bank of Ethiopia, Addis Ababa, 1979.
3. *Trade Directory*, published by the Ethiopian Chamber of Commerce, 1976
4. *1976 Trade Directory*, Commercial Bank of Ethiopia, Addis Ababa, 1976.
5. *1974 Trade Directory*, Commercial Bank of Ethiopia, Addis Ababa, 1974.
6. *List of Importers and Exporters*, Addis Ababa, in Trade Directory and Guide Book to Ethiopia 1971-1972, Ethiopian Chamber of Commerce, 1971.
7. *List of members Oct. 5th 1972*, Chamber of Commerce, Industry, Agriculture and Handicraft of Eritrea, Asmara, Ethiopia.
8. *1971 Trade Directory*, Commercial Bank of Ethiopia, Addis Ababa, 1971.
9. *List of importers and exporters*, in Ethiopia Today, Ministry of Information, June 1969

10. *Trade Directory & Guide Book to Ethiopia*, Chamber of Commerce of Ethiopia, 1967.
- 11- *Trade Directory*, Chamber of Commerce of Ethiopia, 1966.
12. *List of Companies and Individual Enterprises in Ethiopia* (Excluding those with a registered capital of less than Ethiopian Dollars 10,000) Compiled by the Central Statistical Office, Ministry of Commerce & Industry, in *Ethiopian Economic Review*, February 1962, No 5.
13. *Indian Merchants in Ethiopia Today*, in Ethiopia Observer vol. IV, no10, Nov. 1960.
14. *Importers and Exporters in Eritrea*, in Cherian K. (ed), Agriculture, Industry & Commerce in Ethiopia and Eritrea, a special publication, Asmara, 1957.
15. *List of members*, Eritrea Chamber of Commerce, Industry and Agriculture, November 1955.
16. *List of Importers and Exporters of the Empire*, (ii) Eritrea [only firms with a capital of Eth. \$ 35,000], in Economic Progress of Ethiopia, published by Ministry of Commerce and Industry, Addis Ababa, 1955.
17. *List of Importers and Exporters* [1953], Ministry of Commerce and Industry, Quarterly Bulletin, vol. n01, May 1955, pp. 43-54.
18. *Importers and Exporters in Addis Ababa*, in Economic Handbook of Ethiopia, published by the Ministry of Commerce and Industry, Addis Ababa, 1951.
19. *Business Firms in Ethiopia* (1948, June), Consular Trade Reports, 1943-1950, Addis Ababa Post, U.S. Department of State, Microfilm Roll 2, RG 59, General Records of the Department of State.
20. *Adresses des commerçants et des particuliers de la ville d'Addis-Abeba*, in Zervos A., L'Empire d'Éthiopie : Le miroir de l'Éthiopie moderne, 1906-1935, Alexandrie, Egypte, Ecole Professionnelle des Frères, 1936.
21. *Business Firms in Ethiopia*, pour 1932, The U.S. National Archives and Records Administration (NARA), RG 84 – Records of the foreign service posts – Consular post AA, Ethiopia volume 22. 610.1 – box 56
22. Lists of importers and dealers in Addis Ababa [listes pour secteurs d'activité], 1928-1929, The U.S. National Archives and Records Administration (NARA): RG 59 General Records of the Department of State, State Consular trade reports, 1928, Box 286, 428 ; RG 84, Records of the foreign service posts, Consular post AA, Correspondance, 1929, Vo. 25.